

Lettre ouverte (parue dans Le Monde du 9 décembre 2008)

**Mesdames et Messieurs les Parlementaires,
L'avenir du 1% Logement est entre vos mains.**

A l'heure où les effets de la crise financière affectent largement l'économie dans son ensemble, touchant des centaines de milliers de personnes dans leur quotidien, l'urgence sociale et humaine doit prioritairement déterminer les choix politiques.

Les pertes d'emploi aujourd'hui massives gagnent du terrain dans des secteurs clés comme celui du bâtiment et de l'habitat. Le point critique pour ce secteur est déjà atteint. Il s'exprime à travers un déficit s'élevant à plus de 900.000 logements et un recul des mises en chantier. Prénante, cette crise ne cesse de s'aggraver générant des conséquences dommageables pour la Société entière et faisant de plus en plus de victimes en termes de précarité, de pauvreté et d'exclusion.

Face à cette situation, notre capacité à produire du logement est plus que jamais primordiale. Elle conditionne notre avenir économique, social et humain. Il n'y a rien de plus urgent et de plus vital que de donner un toit aux plus démunis et de permettre au plus grand nombre d'accéder à un logement correspondant à ses revenus.

Tel est le défi majeur qui nous est posé.

Or,

- si nombre de mesures soutiennent d'autres secteurs, celui du logement se trouve sacrifié par un budget de l'Etat en régression de 7% pour la seule année 2009 ;

- là où il aurait fallu amplifier et dynamiser la production de logements ainsi que les dispositions d'accès et de garantie du maintien dans les lieux, le projet de loi menace le 1% Logement, levier d'action majeur, à travers une mesure de ponction contreproductive.

Cette dernière plongerait la production de logements dans une atonie aux répercussions injustes et inhumaines, notamment sur les populations les plus fragilisées.

Force de proposition,

Les cinq confédérations syndicales - gestionnaires du 1% avec le Medef et la Cgpm - ont signé, en septembre dernier, un Protocole National Interprofessionnel dont l'objectif est d'apporter une réponse sociale et de solidarité nationale à la crise.

Aujourd'hui, au moment où la loi de mobilisation vient en discussion à l'Assemblée nationale, les cinq confédérations refusent un choix politique et budgétaire qui annihile l'ambition que les partenaires sociaux fixent au 1% : produire plus de logements économiquement accessibles.

Elles se mobilisent pour qu'il soit encore plus efficace, plus solidaire, plus paritaire, et développe plus encore son partenariat avec les élus et les associations.

Elles s'unissent dans la détermination pour préserver et promouvoir ces conditions qui, seules, donneront les moyens au 1% de se déployer plus largement au service des salariés selon sa vocation première, mais plus généralement pour répondre aux besoins accrus liés à la crise qui concernent l'ensemble de la société française.

Face à l'importance des enjeux, cette volonté et cette détermination nécessitent l'engagement de la représentation nationale.

Mesdames et Messieurs les parlementaires,

Les orientations prises dans les jours qui viennent conditionneront durablement notre capacité à apporter des réponses à la hauteur des défis de la crise du logement, à l'échelle nationale tout comme dans les territoires.

Pour les cinq confédérations syndicales gestionnaires du 1% logement

CGT Gérard Laugier

CFDT Jean-Luc Berho

CGT-FO Bernard Loth

CFE-CGC Jean-Frédéric Dreyfus

CFTC Jean de Mathan